

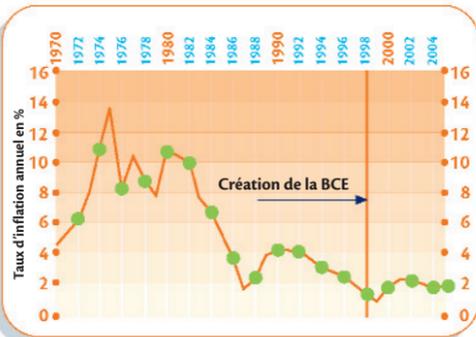
## Suivi des prix à la consommation – l'IPCH

Un indice des prix à la consommation est un indicateur économique destiné à mesurer l'évolution du prix des dépenses ménagères pour les biens et les services. Un Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a été mis au point pour la zone euro. Chaque mois, les offices statistiques nationaux de la zone euro utilisent des méthodes 'harmonisées' pour enregistrer les prix à la consommation d'une série de biens et des services : le 'panier'. Plus d'un million d'observations mensuelles de prix sont réunies, pour un panier qui inclut plus de 100 articles. Chaque article est assorti d'une pondération qui reflète sa part dans les dépenses mensuelles des ménages ; voir les exemples dans le tableau ci-dessous. Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, utilise ces données pour compiler l'IPCH pour toute la zone euro. Les indices de prix à la consommation peuvent être utilisés de nombreuses façons – par exemple pour ajuster le niveau des pensions, des allocations de protection sociale et des loyers (c'est l' "indexation"). L'IPCH joue un rôle important dans l'orientation de la politique monétaire, étant donné qu'il s'agit de la principale mesure utilisée par la Banque centrale européenne pour évaluer la stabilité des prix dans la zone euro.

Principales rubriques de l'IPCH	Inclut	Pondération
Alimentation et boissons alcoolisées	Pain et céréales, légumes, etc.	15.4
Alcools et tabac	Vins, bières, etc.	4.1
Vêtements et chaussures	Accessoires de mode, cordonnerie, etc.	7.4
Logement	Loyer, électricité, etc.	15.0
Équipement ménager et domestique	Tapis, mobilier, appareils ménagers, etc.	7.7
Santé	Médicaments, soins dentaires etc.	4.1
Transport	Pièces de rechange pour les voitures, tickets de train etc.	15.3
Communications	Factures de téléphone, etc.	2.8
Loisirs et culture	Réparation d'instruments de musique, plantes de jardin, etc.	9.5
Éducation	Livres, etc.	1.0
Hôtels et restaurants	Restaurants et cafés	9.5
Divers	Coiffeurs, assurance habitation, protection sociale, etc.	8.2
<b>Totale</b>		<b>100,0</b>

## La Banque centrale européenne et l'euro

La BCE fixe la politique monétaire pour la zone euro et agit en toute indépendance pour maintenir la stabilité des prix. À l'aide de l'IPCH mensuel renseignant sur l'inflation des prix, la BCE et les banques nationales contrôlent les taux d'intérêt de base dans la zone euro, qui déterminent le coût de l'emprunt et influencent donc sensiblement – mais à retardement, les prix et l'inflation. La BCE adopte une cible d'inflation annuelle des prix, correspondant à celle mesurée par l'IPCH proche mais en tout cas inférieure à 2%. Il s'agit du taux d'inflation optimal permettant à l'économie de la zone euro de profiter pleinement de la stabilité. La stabilité du taux d'inflation depuis le début des activités de la BCE en janvier 1999 – aux alentours de 2%, taux nettement inférieur à celui des décennies précédentes (voir graphique) - montre le succès de l'union économique et monétaire et des efforts de contrôle de l'inflation des prix. L'euro apporte toutefois d'autres avantages, plus directs, aux citoyens. Une monnaie unique permet de comparer les prix dans la zone euro, ce qui renforce la concurrence tout en maintenant les prix stables. Les déplacements et les voyages sont grandement facilités, et sont moins coûteux, grâce à la suppression des frais de change.



Source: adaptations de données d'Eurostat et de la BCE



Pour en savoir plus :

- Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne  
[http://europa.eu.int/comm/economy\\_finance/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/economy_finance/index_fr.htm)
- Eurostat – L'Office statistique des Communautés européennes  
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>
- La Banque centrale européenne  
<http://www.ecb.int/>
- La Commission européenne  
[http://europa.eu.int/comm/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/index_fr.htm)
- L'euro  
<http://europa.eu.int/euro>



# L'euro a-t-il fait monter les prix?

## Perceptions et réalité





**Un faible taux d'inflation qui entraîne une stabilité des prix** est important car il encourage les investissements à long terme, lesquels sont générateurs de croissance économique. Une inflation peu élevée améliore également la cohésion sociale en empêchant le renforcement des disparités économiques. C'est pour ces raisons que le traité UE fait du maintien de la stabilité des prix un objectif clé de l'union économique et monétaire (UEM). Pour atteindre cet objectif, la Banque centrale européenne vise un taux d'inflation proche mais inférieur à 2%, un niveau jugé optimal pour la zone euro (voir paragraphe **Banque centrale européenne et l'euro** en dernière page)

## La vie est-elle plus chère en euros?

**1 Les prix ont-ils augmenté lorsque nous avons commencé à payer en euros ?**



Oui, il y a eu des augmentations de prix, mais la plupart du temps, ces augmentations de prix ont été liées à l'inflation et non au passage à la monnaie unique. En 2002, année de l'introduction de l'euro fiduciaire, le taux d'inflation s'est établi à 2,3%, un taux identique à celui de l'année précédente. Cela signifie qu'un panier diversifié de biens acheté 100 € dans un supermarché en 2001 aurait coûté en moyenne 102,3 € en 2002.

**2 Le passage à l'euro est-il responsable des prix plus élevés que nous payons aujourd'hui ?**

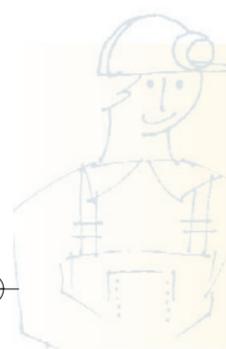


**La Commission européenne contrôle régulièrement les prix** à la consommation pour un même éventail de produits des ménages – 'le panier'. Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, compile un index moyen des prix à la consommation pour la zone euro, l'IPCH (voir paragraphe **Suivi des prix à la consommation l'IPCH** en dernière page). L'évolution de l'IPCH reflète l'évolution de l'inflation des prix à la consommation. En 2002, année au cours de laquelle nous avons commencé à utiliser les billets et les pièces en euros, l'inflation des prix à la consommation s'établissait, selon le panier de l'IPCH, à 2,3%. Mais l'augmentation des prix était due, en grande partie, à la hausse du prix des importations pétrolières, à l'augmentation des taxes sur le tabac et à l'impact des intempéries et des préoccupations concernant la santé animale sur le prix de certains aliments. Sur les 2,3 % d'inflation enregistrés en 2002, 0,1 à 0,3 % seulement pouvaient être attribués au basculement à l'euro.



## L'euro a-t-il fait monter les prix?

Perceptions et réalité



**Le suivi de l'évolution du panier de l'IPCH** (Indice des prix à la consommation harmonisé), avant et après l'introduction des billets et des pièces en euros, montre que quelques articles ont enregistré des hausses de prix inhabituelles. Par exemple, les restaurants, cafés et salons de coiffure ont connu une hausse sensible des prix. C'est également le cas des services de réparation automobile et domestique, des sports et des loisirs. Ces hausses de prix se sont concentrées au niveau des services locaux et de proximité, secteurs où la concurrence est faible. Elles peuvent être attribuées à l'euro puisqu'il semble que certains petits détaillants ont profité de l'introduction des billets et des pièces en euros pour augmenter leurs prix. En revanche, beaucoup d'autres prix sont restés stables tandis que d'autres ont continué à diminuer, en partie grâce à la baisse du prix des technologies. C'est le cas de nombreux produits manufacturés comme les ordinateurs, et le matériel photographique et stéréo.

**3 Ce ne sont que des moyennes ! Comment ont évolué les prix réels que nous payons tous ?**



Quelques prix ont enregistré une forte augmentation mais la plupart sont restés stables et certains ont même diminué. Les changements de prix que nous pouvons attribuer à l'introduction de l'euro en tant que moyen de paiement liquide varient en fonction du secteur. Ainsi, le prix des produits alimentaires et les impôts n'ont pas augmenté à cause de l'euro. Par contre, le prix des réparations automobiles, d'une coupe chez le coiffeur et d'autres services ont bel et bien augmenté. Ces hausses de prix se sont limitées aux petits commerces et services locaux, qui ont pu profiter de l'introduction de la nouvelle monnaie pour augmenter les prix, malgré les appels à la stabilité des prix. Ce qu'il faut retenir est que l'introduction de l'euro fiduciaire a peu augmenté l'inflation et le coût de la vie pour la plupart des citoyens de la zone euro.

**4 Dans ce cas, pourquoi tout le monde semble croire que l'euro a fait monter les prix ?**



En Europe, nous sommes nombreux à être persuadés que l'euro a entraîné de fortes hausses des prix. Les sondages d'opinions auprès des consommateurs le montrent clairement. En effet, nous avons eu le sentiment que l'augmentation des prix était supérieure à l'inflation réelle – même dans les pays où l'inflation a diminué. Si nous avons une telle impression, c'est parce qu'au moment où nous avons commencé à payer en euros, le prix de certains produits peu coûteux que nous achetons fréquemment a augmenté de manière inhabituelle, par exemple la tasse de café, le pain, une réparation automobile, un ticket pour une manifestation sportive ou une coupe chez le coiffeur. Ces achats quotidiens influencent davantage nos perceptions que des achats moins fréquents, mais souvent plus importants. Or, le prix de ces articles est resté stable, ou n'a que très peu augmenté. Ce sont les achats en petite monnaie qui influencent notre perception de l'inflation.

**5 Quelles mesures ont été prises pour éviter des augmentations de prix injustifiées et quelles mesures sont envisageables dans le futur ?**



Lors de la préparation au basculement à l'euro, la Commission européenne et les autorités nationales ont pris des mesures pour garantir une conversion exacte des prix, en travaillant de concert avec les banques centrales, les organisations de protection des consommateurs et le commerce de détail, afin de prévenir toute hausse abusive des prix. Ainsi, les détaillants ont été largement approvisionnés en pièces de un et de deux eurocents, afin de les dissuader d'arrondir les prix à la hausse. Ces mesures ont été très efficaces et les hausses de prix injustifiées se sont limitées à des magasins et des services locaux, non régis par des conventions nationales ou sectorielles et avec peu de concurrence au niveau local. Au moment où d'autres Etats membres adopteront l'euro, une attention particulière sera accordée à ces secteurs problématiques afin d'éviter des hausses de prix abusives.



**Outre l'évolution réelle des prix, la Commission** suit également nos perceptions de l'inflation des prix. Chaque mois, 20 000 consommateurs européens sont interrogés et livrent leurs impressions de hausse ou de baisse des prix des articles courants. Lorsqu'on compare cette 'enquête harmonisée des consommateurs' à l'inflation réelle des prix, comme dans le graphique 1, on s'aperçoit que pendant longtemps, le sentiment des consommateurs sur l'inflation a été très proche de l'inflation réelle des prix. Toutefois, lorsque nous avons commencé à payer en euros, un 'écart de perception' est apparu entre l'évolution réelle des prix et l'évolution perçue – les consommateurs surestimaient systématiquement l'inflation réelle.



**Parmi les autres mesures**, citons le double affichage, en monnaie locale et en euro, avant et après le basculement, pour permettre aux consommateurs de comparer les prix ; les accords avec l'industrie sur les pratiques de prix respectueuses du consommateur ; et l'organisation de vastes campagnes d'information pour le grand public. Ces mesures ont porté leurs fruits, mais elles ont surtout été bien suivies par les grands distributeurs et les chaînes de grandes surfaces. Il s'est avéré plus difficile d'atteindre les commerces et les services locaux.

**Ces augmentations inhabituelles de prix ont concerné une série** de petits articles que nous achetons régulièrement. Or, ces petits achats de tous les jours en liquide influencent davantage notre perception de l'inflation des prix que les achats moins fréquents, comme un nouvel ordinateur, une assurance ou le loyer. Leur influence sur le coût de la vie est cependant moindre, ces articles ne constituant qu'une petite partie du panier de l'IPCH. Pourtant, la façon dont nous percevons les augmentations de prix au moment du passage à l'euro est davantage déterminée par l'inflation des prix de ces articles courants que par l'augmentation du prix de la totalité du panier. Cela montre que si les citoyens ont de bonnes raisons de croire que le basculement à l'euro a été accompagné d'une augmentation générale des prix, ces hausses de prix ont toutefois été limitées et n'ont eu qu'un impact limité sur le coût total de la vie.



Source: Services de la Commission

